

de la Pastorale des Migrants

Quand on parle de migrants, la peur semble toujours l'emporter sur la raison

Le 9 février dernier, en Suisse, interrogés par référendum, 50,3% des votants ont décidé de limiter la libre circulation et l'entrée de travailleurs immigrés, notamment frontaliers et principalement originaires des pays membres de l'Union européenne.

Le maître-mot des partisans de ces restrictions ? « Contre l'immigration de masse ». Leurs arguments ? Un taux de chômage à 3,5% en janvier 2014, des transports surchargés, des loyers trop chers, le tout évidemment imputable à une présence trop forte d'étrangers.

Il est vrai qu'en 2013, 1.846.500 étrangers étaient domiciliés en Suisse soit 23,3% de la population totale du pays (8 millions). Il est aussi vrai que les deux tiers de ces étrangers étaient des citoyens membres de l'UE et de l'AELE, à l'instar des 290 000 Italiens, des 280 000 Allemands ou des 240 000 Portugais. Il est vrai enfin que la Suisse, par sa situation économique privilégiée, attire de nombreux travailleurs frontaliers venus d'Allemagne (56.920), de France (145 000) ou encore d'Italie (65 000, presque tous dans le canton du Tessin).

Dans le même temps, la main-d'œuvre étrangère est considérée par les entrepreneurs comme vitale au bon fonctionnement du marché du travail suisse. Les travailleurs étrangers occupent en effet 37% des postes dans le secteur secondaire et 26% dans le tertiaire.

Tous ces éléments pourraient "raisonnablement" motiver les citoyens des villes industrialisées de Suisse comme Zurich, Berne, ou encore Genève à refuser une présence trop importante d'étrangers par crainte de la concurrence avec la population locale. Pour autant le résultat du référendum suisse montre le vrai paradoxe lié à la question migratoire : c'est chez les personnes les moins en contact avec les migrants que la peur de ces derniers est la plus répandue.

En effet, le vote en faveur des limitations a été majoritaire dans les cantons ruraux, surtout germanophones et italianophones, alors même qu'il a été minoritaire dans les cantons francophones et dans les grandes villes. Au fond, le résultat suisse s'inscrit dans un long processus qui, initié dans les années 1970 par une série d'initiatives xénophobes, a conduit à faire de la peur de l'étranger et de "immigration excessive" un élément constitutif de l'idéologie nationaliste suisse.

Par ailleurs, cet approche nationaliste suisse s'inscrit dans un courant de nationalisme plus large qui, alimenté par la crise économique, traverse toute

l'Europe et devient dans plusieurs pays le champ privilégié des partis politiques, non seulement d'extrême droite xénophobe mais également d'une bonne partie de l'opinion publique si l'on considère qu'à moins de 100 jours des élections européennes et au lendemain de la votation suisse sur l'immigration, 59% des Français se disent favorables à une remise en cause des accords de Schengen imposant des restrictions aux conditions de circulation et d'installation des citoyens européens sur le territoire français.

Devant cette peur souvent infondée, et face à un repli apparemment inéluctable, le message du Pape François à l'occasion de la 100^e Journée mondiale du migrant et du réfugié, peut faire office de point de repère tant humain que chrétien. Dans un monde déboussolé, il peut nous permettre de parcourir le chemin d'une culture du rejet à une culture de la rencontre. Laissons le résonner en nous : « ... regardant la réalité des migrants et des réfugiés, il y a un troisième élément que je voudrais mettre en évidence sur le chemin de la construction d'un monde meilleur ; c'est celui du dépassement des préjugés et des incompréhensions dans la manière dont on considère les migrations. Souvent, en effet, l'arrivée de migrants, de personnes déplacées, de demandeurs d'asile et de réfugiés suscite chez les populations locales suspicion et hostilité. La peur naît qu'il se produise des bouleversements dans la sécurité de la société, que soit couru le risque de perdre l'identité et la culture, que s'alimente la concurrence sur le marché du travail, ou même, que soient introduits de nouveaux facteurs de criminalité. Les moyens de communication sociale, en ce domaine ont une grande responsabilité : il leur revient, en effet, de démasquer les stéréotypes et d'offrir des informations correctes où il arrivera de dénoncer l'erreur de certains, mais aussi de décrire l'honnêteté, la rectitude et la grandeur d'âme du plus grand nombre. En cela, un changement d'attitude envers les migrants et les réfugiés est nécessaire de la part de tous ; le passage d'une attitude de défense et de peur, de désintérêt ou de marginalisation - qui, en fin de compte, correspond à la "culture du rejet" - à une attitude qui ait comme base la "culture de la rencontre", seule capable de construire un monde plus juste et fraternel, un monde meilleur... ».

P. Lorenzo Precipe, c.s.
Directeur du SNPMPI